

LES PARAMÉDICAUX MITIGÉS EN ATTENDANT LES PRATICIENS

Dialogue sur fond de polémique sur les sanctions

Les consultations entre syndicats autonomes du secteur de la santé et Ziari se sont poursuivies hier. Le SNPSP était convié à une réunion après celle à laquelle avait été invitée le syndicat national des paramédicaux. Bilan mitigé dressé par Lounès Gachi, président du SAP qui regrette que les paramédicaux soient mis devant le fait accompli. Répondant aux syndicats qui exigent la levée des sanctions, Ziari affirmait hier qu'il n'y avait pas eu de mesures répressives mais non-paiement des salaires des grévistes. Faux, rétorquent les syndicats.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Après les paramédicaux lundi, c'était hier au tour du représentant des praticiens de la santé publique de rencontrer le ministre de la Santé.

Réaction plutôt mitigée du président du Syndicat algérien des paramédicaux qui, tout en prenant acte de l'engagement de Ziari à prendre en charge certaines préoccupations des paramédicaux, regrette d'avoir été mis devant le fait accompli par rapport à la promulgation du texte relatif à la prime de contagion. Lounès Gachi expliquait hier que la première rencontre avec le ministre de la Santé est le prélude d'un dialogue qui devrait aboutir à une réflexion approfondie au sujet de la carrière des paramédicaux.

C'est dans ce contexte qu'une commission mixte consacrée à la carrière des paramédicaux a té

mise sur pied. Elle devrait faire des propositions à même d'assurer aux paramédicaux un plan de carrière plus attractif que celui qui leur est actuellement consacré. C'est avec un sentiment plutôt mitigé qu'est pourtant ressorti Lounès Gachi de la rencontre avec le ministre de la Santé.

Il est conscient que sa base est loin d'être satisfaite du niveau des primes accordées par le récent texte signé par le Premier ministre. S'estimant face au fait accompli, le président du SAP tente de se projeter dans l'avenir en proposant une réflexion autour du devenir des paramédicaux qui avaient entamé une grève illimitée de plus de cinq semaines pour exiger notamment des perspectives pour un corps qui s'est toujours considéré comme le plus lésé du secteur de la santé. Hier, c'était au tour des représentants du Syndicat



Photo : Samir Sid

national des praticiens de la santé publique d'être reçus par le ministre de la Santé.

Une rencontre qui intervenait dans un contexte particulier marqué par la tension née de la volonté affichée du ministère de la Santé de sanctionner les grévistes. Des pressions sont exercées sur les gestionnaires des

structures de santé afin que les ponctions sur salaires et autres mises en demeure ciblent en particulier les adhérents des syndicats membres de l'Intersyndicale de la santé à l'origine d'une grève de cinq semaines qui n'a été suspendue qu'après que les portes du dialogue furent enfin rouvertes. Hier, le ministre de la Santé affir-

mait qu'«il n'y a jamais eu de sanctions à l'égard des médecins grévistes. J'aurais pu prendre des sanctions à l'encontre des médecins qui ont fait une grève illégale, mais je ne l'ai pas fait» ajoutant : «Je tiens à préciser qu'il n'y a pas eu de mesures répressives à l'égard de la minorité des médecins grévistes. Par contre, il y a eu non-paiement des médecins durant la grève, conformément à la loi.»

Des propos qui sont contredits par les initiateurs de la grève qui font état d'une véritable chasse aux sorcières. Le Dr Youssfi, réagissant hier à ces propos, s'est dit étonné puisque, affirme-t-il, en matière de ponctions sur salaires, la loi est claire. Les ponctions ne doivent être effectuées qu'à la fin du conflit de travail. Le fait de donner instruction à ce sujet dès le début de la grève est en soi une violation de la procédure et un non-respect du timing.

Que dire alors des mises en demeure illégales et des suspensions dont ont été victimes notamment les psychologues ? s'interroge le président du SNPSSP, qui sera à son tour reçu aujourd'hui au ministère de la Santé.

N. I.

FÉDÉRATION NATIONALE DE LA SANTÉ PUBLIQUE (SNAPAP)

Un large mouvement de protestation prévu à la rentrée

La Fédération nationale de la santé publique affiliée au Snapap a tenu hier un sit-in devant le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Les travailleurs ont exprimé leur refus des décisions prises pas la tutelle concernant leurs revendications. Le syndicat promet aussi d'aller vers un large mouvement de protestation, dès la rentrée sociale.

F-Zohra B. Alger (Le Soir) — Des travailleurs professionnels et contractuels sont venus hier de plusieurs wilayas du pays dont Alger, Tlemcen, Béjaïa et Sétif pour se rassembler devant le siège du ministère de la Santé.

Toutefois, les protestataires ont expliqué lors du sit-in qu'ils ont été empêchés de pré-

senter leurs revendications au niveau de la tutelle. «Nous avons dû faire face à un impressionnant dispositif de sécurité, nous n'avons donc pas été reçus au ministère en dépit du fait que l'on nous avait demandé de constituer un petit groupe représentant les travailleurs», a expliqué M. Benahmed Hamed, chargé de l'organisation et de l'in-

formation auprès de la fédération santé du Snapap. Le syndicat se dit décidé à aller vers une large protestation dès la rentrée prochaine. Les travailleurs, ouvriers professionnels et contractuels ont tenu hier à protester contre la hausse de 10 % annoncée par la tutelle.

Ils déclarent aussi refuser l'arrêté 194 concernant la prime de contagion ainsi que la discrimination à l'égard des ouvriers professionnels, notamment par rapport aux médecins et aux infirmiers alors que «l'ensemble des personnels travaillent dans les mêmes conditions au bloc opératoire, à titre

d'exemple», selon M. Benahmed Hamed, si la prime pour la première catégorie varie entre 2 500 et 4 000, pour la deuxième, elle est de 5 800 à 7 200 dinars. Le syndicat dénonce aussi le refus d'incorporation des contractuels. Ils sont, selon le syndicat, 25 000 contractuels à percevoir 9 000 dinars par mois et demandent l'incorporation à plein temps et de bénéficier des avantages des autres travailleurs.

Les syndicalistes évoquent, également, la question du statut de la profession qui n'a pas encore été réglée.

F-Z.B.

AIR ALGÉRIE

Les PNC revendiquent un statut particulier

Le personnel navigant et commercial (PNC) d'Air Algérie, affilié au Syndicat national du personnel navigant commercial algérien (SNPNCA), revendique un statut particulier. Il s'agit, là, de l'une des principales résolutions de la conférence nationale du SNPNCA portant renouvellement organique de ses structures.

Abder Bettache – (Alger – Le Soir) - La conférence nationale du SNPNCA a été notamment marquée par le renouvellement de sa direction nationale, en procédant à l'élection de M. N. Maïza en tant que président en remplacement de M. Hamamouche, désigné président d'honneur, et par l'élaboration d'une plateforme de revendications.

Les participants à la conférence ont prôné l'élaboration d'un statut particulier pour le personnel navigant et commercial au «vu de la spécificité du travail qu'ils accomplissent quotidiennement». La résolution finale a fait état également de «l'urgence de l'application intégrale du protocole salarial, la hiérarchisation des salaires qui devait intervenir dès janvier dernier».

«Ce dernier point reste primordial, car il a constitué une garantie

donnée aux PNC par l'employeur», a-t-on indiqué. Pour rappel, la question revendicative était essentiellement au centre de cette rencontre. En effet, le SNPNCA, qui revendique une large représentation du personnel navigant commercial de la compagnie Air Algérie, avait réussi à arracher plusieurs points de la plateforme de revendications débattue au lendemain de la grève illimitée de 2011.

La conférence du SNPNCA se veut, selon son président, comme «une relance des activités syndicales du personnel navigant d'Air Algérie».

Soulignons que la dernière démonstration de force des animateurs syndicaux du SNPNCA faisait suite à la décision de la direction d'Air Algérie d'augmenter les horaires de travail de 38 heures à 60 heures par mois. Une

décision qui avait suscité le courroux du personnel navigant de la compagnie, d'où la menace brandie par les hôtesse de l'air et stewards de faire grève.

Et pour apaiser cette tension qui risquait de paralyser la navigation aérienne, la direction d'Air Algérie avait initié une réunion d'urgence avec les représentants

du personnel navigant. Pour rappel, trois principales requêtes figurent dans la plateforme de revendications, selon le Syndicat national du personnel navigant commercial algérien. Les syndicalistes du SNPNCA revendiquent en premier lieu «l'amélioration des conditions socioprofessionnelles jugées «dégradées» et dénoncent le non-

respect par la direction de la compagnie Air Algérie de l'accord collectif sur le régime de travail (une sorte de code de la route) signé par les deux parties.

Ils rejettent, également, l'accord salarial conclu entre les deux parties en 2003 et appellent à sa révision immédiate.

A. B.

AVIS DE DÉCÈS

Madame Fatiha et Monsieur Mustapha ORIF ont l'immense douleur de faire part du décès de leur cher regretté fils
«Mehdi LAÏD»

survenu le lundi 17 juin 2013.

L'inhumation a eu lieu au cimetière El Alia.

Que Dieu Tout-Puissant accueille le défunt en son Vaste Paradis et lui accorde Sa Miséricorde.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»